

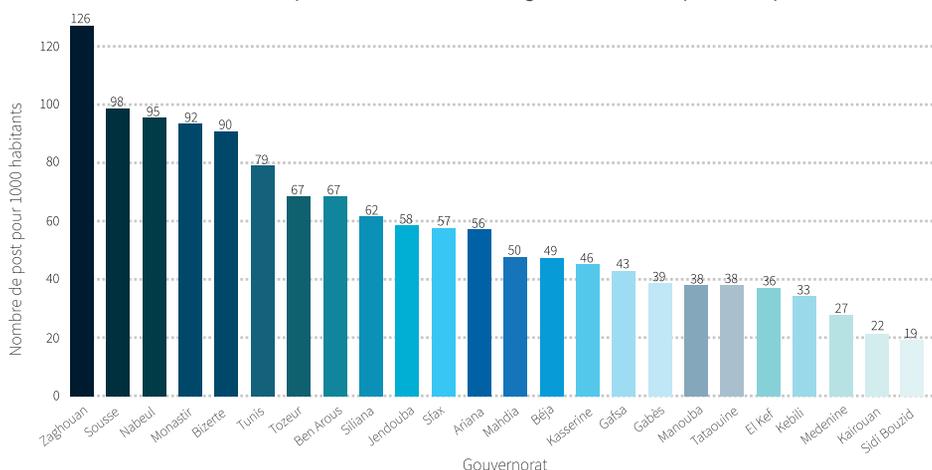
Les choix politiques et économiques en Tunisie freinent la création d'emplois au sein des gouvernorats

les points principaux:

- Les taux de création d'emplois par habitant dans les gouvernorats de l'intérieur restent toujours les plus bas en Tunisie même après la révolution.
- Malgré la création de certains emplois, les gouvernorats tunisiens ont perdu la moitié de leur capacité à créer des emplois pour leurs résidents après 2011.
- L'investissement direct étranger à Tunis (7680 million de dinars tunisiens) est 6 fois supérieur à celui des six gouvernorats ayant les plus faibles taux de création d'emplois combinés (1403 millions de dinars tunisiens)

Titre: Répartition des opportunités d'emploi par habitant entre 2009 et 2018 dans le secteur privé.

Source: Observatoire Tunisien de l'Economie à partir des données de l'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant.



L'incapacité de la plupart des gouvernorats tunisiens à créer des opportunités d'emploi pour leurs résidents est enracinée dans les choix politiques et économiques du gouvernement depuis l'indépendance. Le graphique ci-dessus montre la répartition des opportunités d'emploi pour 1000 citoyens entre 2009 et 2018 au sein des 24 gouvernorats de la Tunisie. Cette distribution peut être classée en 3 groupes principaux. Le premier groupe (les 6 premières régions) est constitué de régions fortement interconnectées en termes de transport, logistique et de capacité à attirer des investissements étrangers. Le deuxième groupe comprend les régions à activités économiques modérées, et le dernier groupe (les six dernières régions) comprend les régions à faible activité économique en termes de nombre d'entreprises et d'investissements, et par conséquent beaucoup moins d'opportunités d'emploi pour ses habitants. Plus précisément, Sidi Bouzid, Médenine, El Kef, Kébili et Kairouan sont restés les gouvernorats avec les plus faibles taux de création d'emplois par habitant au cours des dix dernières années, même après la révolution dont la principale revendication était l'emploi. Historiquement, une focalisation excessive sur les politiques de commerce extérieur et sur les chaînes internationales de valeur ajoutée a causé des disparités régionales importantes : les régions côtières disposant des aéroports de proximité sont devenues plus attrayantes pour les capitaux nationaux et internationaux, laissant la plupart des régions de l'intérieur très loin en terme d'accès au développement. Par exemple, à ce jour, l'investissement direct étranger au sein du gouvernorat de Tunis (7680 million de dinars tunisiens) est six fois celui des six derniers gouvernorats en termes de création d'emplois réunis (1403 millions de dinars tunisiens). Les zones côtières sont plus attrayantes pour les industries, abritant environ 90% des petites et moyennes entreprises ainsi que la majorité des unités touristiques et manufacturières, selon l'Agence de Promotion des Investissements Etrangers. L'instabilité politique et la faible dynamique du secteur privé compliquent également la situation. À cet égard, les données de l'Agence nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant indiquent que la plupart des gouvernorats ont perdu la moitié de leur capacité à créer de nouvelles opportunités d'emploi dans le secteur privé après la révolution. Sur la base de ces indicateurs, l'existence d'un catalogue d'investissement spécifique à chaque région, qui permet de diagnostiquer le potentiel réel et de tirer parti des besoins et des avantages spécifiques de chaque gouvernorat, est devenue une nécessité pour promouvoir une équité régionale en termes de création d'emploi.